

LES DETERMINANTS DE LA PROLIFERATION DES RESTAURANTS POPULAIRES DANS LA ZONE INDUSTRIELLE DE YOPOUGON

Gué Pierre GUELE

Université Jean Lorougnon GUEDE, Daloa (Côte d'Ivoire)

peterguele@yahoo.fr

DIOMANDE Gondo

Université Peleforo Gon COULIBALY, Korbogo (Côte d'Ivoire)

sitasabi@yahoo.fr

Koffi Bertrand YAO

Université Félix Houphouët-Boigny, Abidjan (Côte d'Ivoire)

yao_bertrand@yahoo.fr

Résumé

La fonction économique de la ville d'Abidjan, en plus du commerce, est fortement soutenue par les industries. Installés principalement dans les quartiers de Port-Bonô, de Vridi, de Koumassi, de Marcory et de Yopougon, ces sites à fort potentiel économique, sont des réservoirs indéniables d'emplois dans la ville d'Abidjan. Pour ces nombreux travailleurs qui y migrent chaque jour, la restauration sur le lieu de travail est problématique. Ainsi, dans la Zone Industrielle (ZI) de Yopougon, il se développe de plus en plus une restauration populaire dans les interstices d'un secteur formel pour répondre à la demande de ces travailleurs qui sont régulièrement hors de leur domicile. Ce travail a pour objectif d'analyser les déterminants de la prolifération de ces espaces informels dans un secteur formel. La méthodologie adoptée s'appuie sur la recherche documentaire et une enquête par questionnaire auprès de 97 tenancières réparties dans 70 restaurants informels et de 156 clients choisis de façon aléatoire. Il ressort que la quasi-inexistence de cantines dans les différentes unités industrielles, les bas salaires des ouvriers et la flexibilité dans l'accès aux espaces libres des alentours des entreprises industrielles ont favorisé l'ouverture de plus de 70 restaurants de fortune spécialisés dans les mets africains.

Mots-clés : Côte d'Ivoire, Yopougon, Zone industrielle, Restauration populaire, Mets.

Summary

Mainly set in the peripheral districts of Port-Bouet, Vridi, Koumassi, Marcory and Yopougon, the industrial areas with high economical potential represent an undeniable reservoir of job in the city of Abidjan. Then, catering becomes a core problem for the numerous workers who migrate there every day. In the industrial zone of Yopougon (ZI) for example, a popular form of food service is developing in the interstice of a formal sector to provide for the demand of these workers who are mostly outside their homes. The current work aims at analyzing the determiners of the proliferation of this informal sector. our methodology relies on documentary research and a questionnaire survey with 97 food sellers over 70 informal restaurants and 156 customers picked at random. It comes out that the lack of formal catering in the different industrial units, low salaries and flexibility in obtaining place in the

surroundings of the industrial firms allowed more than 70 informal restaurants offering African food mainly.

Key words : Côte d'Ivoire, Yopougon, Industrial zone, Catering popular, Food

Introduction

Le processus d'industrialisation dans les pays africains, lent à l'origine, contrairement aux pays du Nord, connaît une accélération ces dernières décennies. En Afrique subsaharienne, les unités industrielles se concentrent dans les principales métropoles notamment les capitales économiques littorales au détriment de l'arrière-pays. Elles sont d'ailleurs, avec les activités connexes (notamment le secteur informel), le moteur de la croissance démographique et spatiale de ces villes en raison de leurs effets d'entraînement. « L'expansion de la ville d'Abidjan représente à elle seule 39% de la population urbaine du pays et 20% de la population totale du pays entier » (ONP, 2015 : 7). En Côte d'Ivoire, son statut de capitale économique se matérialise par la concentration de l'essentiel des unités industrielles. Elles constituent, à cet effet, le vivier de l'emploi dans le pays notamment dans la ville d'Abidjan et ses alentours. De nombreux travailleurs de différentes catégories, en provenance de divers quartiers et localités environnantes, y convergent chaque jour comme c'est le cas de la Zone Industrielle (ZI) de Yopougon. En plus des questions de la mobilité, du logement et bien d'autres, l'une des problématiques majeures de ces travailleurs dans ces grandes métropoles reste la restauration sur le lieu de travail. En effet, avec l'étalement urbain et l'éloignement des services des habitations, les travailleurs sont appelés, pour la plupart, à prendre leur repas de midi sur le lieu de service. Tout comme eux, « manger à l'extérieur est un acte quotidien dans la vie des urbains » (Liliana Martinez-lomeli, 2020 : 57). Pour l'auteur, « les rythmes de travail, les grandes distances à parcourir chaque jour et l'infrastructure urbaine font de l'alimentation extra-domestique un besoin que l'on satisfait ». Pour Kombieni (2020 : 103) citant Toyi (2002 : 5) « l'expansion des villes africaines et les changements de mode d'alimentations dus à l'activité des populations ont accru ces dernières années, une prolifération des aliments de rue ». L'auteur (*op cit* : 103) poursuit que « la restauration populaire est un fait de rue qui touche les couches de la société ; elle est d'une importance socioéconomique capitale tant pour les restaurateurs que pour la clientèle ». Pour répondre à la demande en victuailles de ces travailleurs,

il s'est créé dans les interstices de la ZI de Yopougon plusieurs restaurants de fortune. « Le dynamisme de la restauration populaire est principalement attribué au facteur culturel (maintien des traditions alimentaires) » (B. Ofouemé (2007, p 323). Selon , Colette Canet (1997 : 2) « si le secteur de l'alimentation de rue non seulement se maintient mais continue à se développer dans les villes, c'est qu'il répond à une forte demande des populations urbaines. Il propose des aliments à la fois traditionnels à base de produits locaux ».

Ainsi, cette étude se donne pour objectif général de ressortir les déterminants de la diffusion de ces espaces gastronomiques dans la zone industrielle.

Méthodologie

Dans le cadre de cette étude, un ensemble de méthodes a permis de collecter les données. Il s'agit de la recherche documentaire, notamment la lecture d'ouvrages et d'articles relatifs à l'alimentation et à la géographie de l'alimentation. Pour mener à bien le travail de terrain, une demande d'enquête a été adressée au Maire de la Commune de Yopougon qui a délivré une autorisation d'accès à la ZI.

Ainsi, les différents restaurants implantés et le mouvement de la clientèle ont été observés. Un travail de géolocalisation des espaces de restauration a été effectué à l'aide de Global Positioning System (Géopositionnement par Satellite (GPS)). Les coordonnées géographiques des restaurants obtenues ont été saisies sur une feuille Excel. Elles ont été ensuite importées dans le logiciel cartographique Arc View. Le recours au fond de carte du Centre National de Télédétection et d'Information Géographique (CNTIG) a permis donc de réaliser deux figures : l'une qui indique la situation de la zone industrielle de Yopougon et l'autre la répartition spatiale des espaces gastronomiques enquêtés. Une enquête de terrain s'est déroulée concomitamment avec la localisation des lieux de restauration à la zone industrielle en utilisant deux questionnaires. L'un a été adressé aux 97 tenancières de restaurants réparties sur 70 sites et l'autre aux 156 clients choisis de façon aléatoire. En ce qui concerne les restauratrices, les principales préoccupations se sont orientées sur le mode d'acquisition de l'espace, le coût des mets, la durée dans l'activité, les bénéfices et le statut professionnel de ceux qui y passent prendre un repas. Quant à la

clientèle, il a été dressé leur statut dans l'entreprise, leur revenu, le motif du choix du restaurant, leurs dépenses journalières pour le repas. A partir du logiciel sphinx qui a permis la saisie du questionnaire, il est ressorti les différents tableaux et graphiques pour la présentation des résultats.

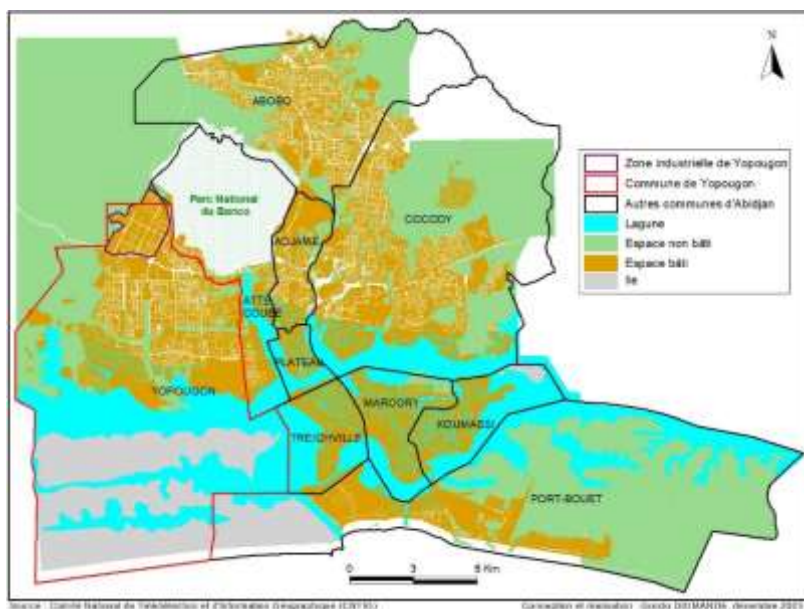
Résultats

1. Les déterminants de la prolifération des restaurants populaires dans la zone industrielle (ZI) de Yopougon

1.1 La ZI de Yopougon, un bassin d'emploi dans un quartier d'habitat

Le secteur industriel ivoirien avec plus de 8 500 entreprises réparties dans 10 branches d'activités principales, emploie plus de 900 000 travailleurs. Dans la ville d'Abidjan les unités industrielles se répartissent dans les quartiers de Yopougon, Koumassi, Marcory et Vridi. La zone industrielle de Yopougon, notamment celle située au cœur de la commune, couvre une superficie de 645 hectares avec environ 400 entreprises installées. Elle compte plus de 120 000 travailleurs qui se relaient de jour comme de nuit dans les différentes entreprises. C'est d'ailleurs la principale poche d'emplois dans une commune de 164,2 km² avec une population de 1 571 065 habitants (RGPH, 2021), voir figure 1.

Figure 1 : Présentation de la zone industrielle de Yopougon



1.2 Distribution spatiale des restaurants informels dans la zone industrielle de Yopougon

La zone industrielle de Yopougon située au cœur de la commune, abrite plusieurs restaurants sur ses principales rues. 70 restaurants de fortune ont été répertoriés. Ils sont construits aux abords des rues jouxtant une unité industrielle ou carrément adossés à une entreprise. Ce sont des espaces provisoires construits avec des matériaux précaires notamment en bois pour certains pendant que d'autres sont couverts ou non de bâches comme le montrent les photos ci-dessous (Photo 1 et 2).

Photo 1 : La cuisson de repas en pleine rue avec pour abri, des bâches dressées



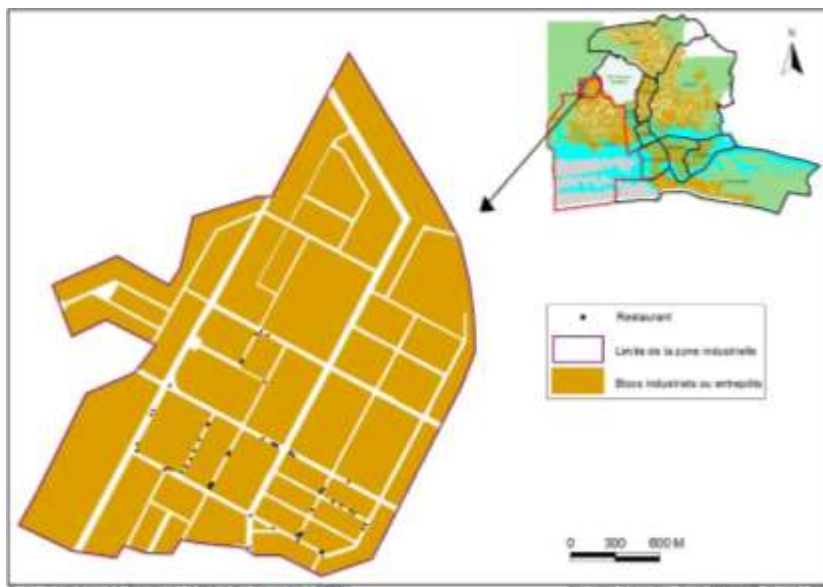
Photo 2 : Des jeunes filles à la tâche dans un restaurant construit en bois et couvert de tôles ondulées



Source : Koffi Bertrand Yao, 2023

A d'autres endroits, on observe des tables dressées le long des clôtures des entreprises. Ils font d'ailleurs partie intégrante de l'organisation socio-spatiale de la zone industrielle vue leur importance et leur forte dissémination dans l'espace (figure 2).

Figure 2 : Répartition des restaurants dans la zone industrielle de Yopougon



Au regard de la réticence des restauratrices, ce travail a concerné 70 restaurants informels comme le montre la figure ci-dessus. Les coordonnées de ces sites se présentent comme suit :

Tableau 1 : Coordonnées géographiques des restaurants enquêtés dans la ZI de Yopougon

Points	X	Y	Points	X	Y	Points	X	Y	Points	X	Y
20	379954	593781	37	378722	593861	55	379041	593769	72	379710	593589
21	379587	593958	38	378838	593846	56	379035	593769	73	379763	593705

22	379571	593969	39	378857	593883	57	379028	593748	74	379773	593719
23	379566	593974	41	378861	593883	58	379026	593739	75	379786	593734
24	379562	593977	42	378894	593935	59	379295	593554	76	379849	593646
25	379473	594021	43	378917	593987	60	379286	593343	77	379903	593620
26	379471	594024	44	378954	594061	61	379448	593468	78	379967	593584
27	379459	594029	45	379007	594159	62	379606	593421	79	379988	593568
28	379443	594038	46	379016	594172	63	379639	593442	80	380071	593493
29	379379	594071	47	379021	593744	64	379632	593435	81	380054	593463
30	378757	594424	48	379029	593753	65	379631	593428	82	379777	593301
31	378643	594255	49	379032	593759	66	379625	593419	83	379779	593311
32	378630	594230	50	379035	593762	67	379621	593415	85	379019	593745
33	378539	594036	51	379040	593770	68	379614	593389	86	379391	594448
34	378534	593984	52	379154	593977	69	379771	593315	87	379232	594577
35	378740	593872	53	379149	593963	70	379778	593302	88	379241	594596
36	378764	593861	54	379146	593961	71	379774	593308	89	379336	594768
									90	379368	594785
									91	379414	594763

Source : Nos enquêtes, 2023

Au regard de leur importance, l'on se demande comment ces femmes ont acquis ces espaces gastronomique dans la zone industrielle de Yopougon ?

1.3 Une flexibilité dans l'acquisition des espaces dominée par le squat

A la ZI de Yopougon, on distingue cinq modes d'acquisition des espaces de restauration qui varient en fonction du statut des occupants. En plus qu'il existe des propriétaires, l'on compte l'achat, la location, le don et le squat (tableau 2).

Tableau 2 : *Mode d'acquisition des espaces de restauration dans la zone industrielle de Yopougon*

Mode d'acquisition	Nombre de restauratrices	Pourcentage (%)
Achat	00	00
Locataire	19	19,6
Propriétaire	1	1,03
Don	37	38,14
Squat	40	41,23
Total	97	100

Source : *Nos enquêtes, 2023*

A l'analyse de ce tableau, on constate que les restauratrices de la zone industrielle de Yopougon pour la majorité (41,23%) squattent les espaces qu'elles occupent. Pour 38,14% d'entre elles, les espaces leur ont été gracieusement donnés par les responsables des entreprises pendant que 19,6% louent les places occupées auprès des entreprises. Sur les 97 femmes enquêtées, seulement une seule dit être propriétaire de l'espace qu'elle occupe. En somme, les modes d'acquisition par squat et le don dominant dans la zone industrielle mettant ainsi en lumière le caractère précaire de leur installation. En effet, selon l'enquête, 99% des femmes disent avoir été une fois déguerpies contre 01% qui dit n'avoir pas connu cette situation depuis son installation.

1.4 L'absence de cantines et le non financement des repas des travailleurs, une opportunité saisie par les restauratrices

Il ressort de l'enquête que trois entreprises disposent de cantines exclusivement réservées à leurs travailleurs. Le repas est subventionné à moitié par l'entreprise. Les travailleurs trouvent que le ticket modérateur subventionné par l'entreprise reste encore couteux pour leur salaire qu'ils jugent très bas. La quasi-totalité des enquêtés soutiennent que leurs entreprises ne financent pas les repas de midi.

1.5 les bas salaires de plusieurs travailleurs, une porte d'entrée de la restauration populaire dans la ZI de Yopougon

Les travailleurs de la ZI de Yopougon sont majoritairement des contractuels. Ils sont recrutés pour 11 mois d'activités puis remerciés par la suite. Le demandeur d'emploi peut postuler dans une autre entreprise. S'il souhaite revenir dans son entreprise de départ, il doit obligatoirement observer un temps de chômage avant de signer un nouveau contrat annulant ainsi le temps déjà passé dans l'entreprise. Cette stratégie adoptée par la quasi-totalité des entreprises évite d'embaucher les demandeurs d'emploi. Ainsi, un contractuel ne peut dépasser la période légale dans une entreprise au risque d'être régularisé. Les industriels profitent de cette brèche pour faire un recrutement massif de la main-d'œuvre à qui ils proposent un bas salaire (tableau 3).

Tableau 3: Répartition des enquêtés selon le salaire

Revenu mensuel (f CFA)	Nombre de bénéficiaire	Pourcentage (%)
Moins de 50 000	0	00
Entre 51 000 et 75 000	32	20,5
Entre 76 000 et 100 000	91	58,3
Entre 101 000 et 125 000	10	6,4
Entre 126 000 et 150 000	9	5,8
Entre 151 000 et 175 000	3	1,9
Entre 176 000 et 200 000	5	3,2
Plus de 200 000	6	3,8
Total	156	100

Source : Nos enquêtes, 2023

Il ressort de ce tableau que 78,8% des enquêtés ont un salaire compris entre 51 000 et 100 000 F CFA. Les plus nombreux dans cette fourchette sont les salariés de la tranche comprise entre 76 000 et 100 000 F CFA soit 58,3%. Ces derniers sont payés légèrement au-delà du SMIG (Salaire MINimum Interprofessionnel) qui est de 75 000 F CFA. Ils sont suivis de ceux dont les salaires se situent entre 51 000 et 75 000 F CFA soit 20,5%. C'est dans cet intervalle que se trouvent les contractuels et les journaliers; principales forces de travail dans les zones industrielles. 12,2% des enquêtés ont un salaire compris entre 101 000 et 150 000 F CFA alors qu'entre 151 000 et 200 000 F CFA, on trouve moins de travailleurs soit 5,1% des enquêtés. Les travailleurs qui ont un salaire de plus de 200 000 F CFA sont également moins nombreux soit 3,8%. Ce sont pour l'essentiel les cadres et les cadres supérieurs.

Avec l'inflation générale qui impacte considérablement les populations, les salaires payés à la majorité des employés dans la zone industrielle de Yopougon restent encore bas pour tenir le coût de la vie dans la ville d'Abidjan.

1.6 Un effectif important de journaliers et d'ouvriers

Les travailleurs de la zone industrielle de Yopougon sont pour l'essentiel des journaliers et des ouvriers. Ils sont recrutés pour un temps bien déterminé pour des salaires très bas. Ces derniers sont les principaux clients des restaurants. Le tableau 4 ci-dessous en donne quelques détails.

Tableau 4 : Statut des clients des restaurants de la zone industrielle

Statut du travailleur	Nombre	Pourcentage (%)
Ouvrier	38	24,4
Journalier	107	68,6
Cadre	10	6,4
Sans emploi	01	0,6
Total	156	100

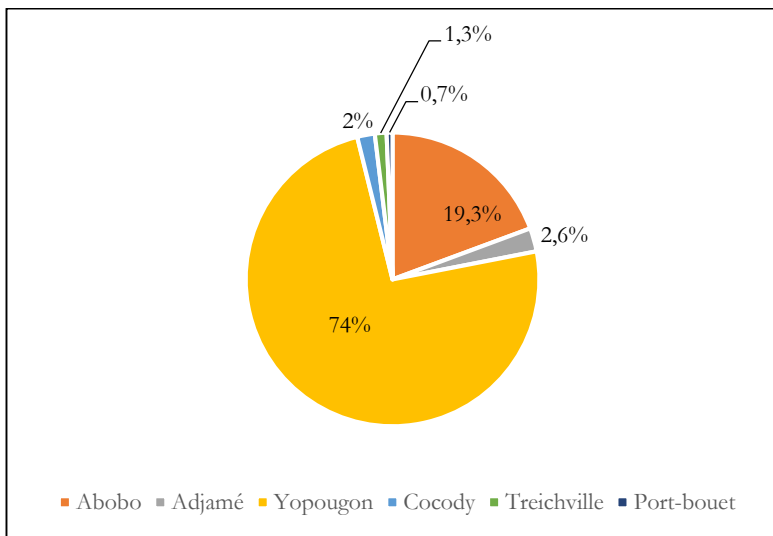
Source : Nos enquêtes, 2023

Au regard de ce tableau, on note qu'au nombre des clients des restaurants de la ZI, les journaliers sont les plus nombreux avec un taux largement au-delà de la moitié (50%), soit 68,6%. Ils sont suivis respectivement des ouvriers (24,4%), des cadres (06,4%) et de sans emploi (0,6%).

1.7 Quand l'éloignement des domiciles pousse à manger sur le lieu de travail

La commune de Yopougon est le principal bassin de recrutement des travailleurs de la zone industrielle. C'est une vaste commune avec plusieurs quartiers dont la majorité se trouve excentrés des unités industrielles concentrées dans la partie Nord. Les principales communes de résidences des travailleurs se présentent comme suit (figure 3).

Figure 3 : Répartition des enquêtés selon les communes de résidence



Source : Nos enquêtes, 2023

Cette figure montre que la commune de Yopougon est le principal quartier pourvoyeur de la main-d'œuvre de la zone industrielle qu'elle

abrite ave 74% des enquêtés. Elle est suivie par la commune d’Abobo d’où provient 19,3% des enquêtés au regard de sa proximité avec la zone industrielle. Même si la Commune d’Adjamé est relativement proche de la zone industrielle, très peu d’ouvriers (2,6%) sont issus de cette commune dont l’activité principale est le commerce. Les travailleurs en provenance des communes éloignées comme Cocody, Treichville et Port-bouët (4% au total) sont moins nombreux dans la zone industrielle de Yopougon. Pour ces nombreux travailleurs, la distance (Tableau 5) constitue un obstacle à leur retour les midis pour le repas.

Tableau 5 : Répartition des enquêtés selon la distance domicile-travail

Distance domicile-travail	Nombre de travailleurs	Pourcentage (%)
Moins de 1 km	8	5,1
Entre 1 et 3 km	25	16,0
Entre 4 et 6 km	32	20,5
Plus de 6 km	91	58,4
Total	156	100

Source : Nos enquêtes, 2023

Ce tableau montre que plus de la moitié des travailleurs (58,4%) habitent à plus de 6 kilomètres de leur lieu de travail alors que 20,5% des travailleurs parcourent en moyenne 5 kilomètres. Ceux qui habitent à en moyenne 2 kilomètres, sont peu nombreux (soit 21,1%) et sont des travailleurs qui résident dans les différents sous-quartiers principalement de Yopougon et d’Abobo.

En plus de la distance, les moyens de mobilité du domicile au travail (Tableau 6) sont dominés par la marche qui constitue un handicap pour le retour à midi.

1.8 La marche, principal moyen de mobilité des travailleurs, un handicap au retour les midis

Les moyens de mobilité des travailleurs de la ZI de Yopougon sont diverses. Globalement, il existe la voiture (car de l’entreprise, mini-car et taxi-ville), le véhicule motorisé (moto) et la marche à pied (tableau 6).

Tableau 6 : Répartition des enquêtés selon les moyens de mobilité domicile-travail

Moyens de mobilité	Nombre de travailleurs	Pourcentage (%)
Car de l'entreprise	5	3,2
Mini-car (gbaka)	51	32,7
Marche	88	56,4
Moto	3	2
Taxis-ville	9	5,7
Total	156	100

Source : Nos enquêtes, 2023

A l'analyse de ce tableau, on note que les moyens de mobilité des travailleurs de la zone industrielle se résument principalement à la marche pour 56,4% des enquêtés puis des mini-car appelés « *Gbaka* » (32,7%). Ceux qui se déplacent à bord du car de leur entreprise et à moto représentent 5,2% des travailleurs. Avec les longues distances induites par l'éloignement des quartiers et le coût élevé du transport des mini-cars et des taxis ville, ces derniers préfèrent rester sur le lieu de travail et y prendre le repas de midi. Les usagers des cars de l'entreprise, moins nombreux ne peuvent regagner leurs domiciles que les soirs.

1.9 Une clientèle essentiellement constituée des travailleurs de la zone industrielle

L'un des déterminants de la forte présence des restaurants est la certitude d'une clientèle acquise constitué de travailleurs au sein de la zone industrielle (Tableau 7).

Tableau 7 : Typologie de la clientèle selon les restauratrices

Typologie de la Clientèle	Nombre	Pourcentage (%)
Travailleurs de la zone industrielle	85	87,6
Habitants des quartiers environnants	10	10,3
Passants	2	2,1
Total	97	100

Source : Nos enquêtes, 2023

Selon ce tableau, 87,6% des restauratrices ont une clientèle constituée en grand nombre de travailleurs de la zone industrielle. Cette proximité et la certitude de leur présence régulière au travail les réconforte dans l'exercice de leurs activités. Ce nombre important de travailleurs appelés à prendre le repas de midi sur le lieu de travail est un facteur de la démultiplication des restaurants. On note que 10% des restauratrices ont la clientèle composée des habitants des quartiers environnants pendant que 2% d'entre elles ont des passants comme clients.

1.10 Un bénéfice journalier encourageant pour les restauratrices lié à la forte demande

La forte demande en nourriture du fait du nombre important de travailleurs a suscité la mise en place de plusieurs restaurants dans la zone industrielle de Yopougon. Les restauratrices, malgré leur nombre élevé ont chacune une marge bénéficiaire journalière satisfaisante selon elles (Tableau 8).

Tableau 8 : *Distribution du bénéfice journalier selon les restauratrices*

Bénéfice journalier	Nombre de restauratrice	Pourcentage (%)
Moins de 10 000	55	57
Entre 11 000 et 20 000	37	38
Entre 21 000 et 30 000	4	4
Entre 31 000 et 40 000	1	1
Entre 41 000 et 50 000	0	0
Plus de 50 000	0	0
Total	97	100

Source : Nos enquêtes, 2023

La restauration à la zone industrielle de Yopougon est une activité économiquement rentable pour les femmes qui la pratique. 57% des

restauratrices ont un bénéfice de moins de 10 000 F CFA soit un bénéfice mensuel qui avoisine les 260 000 F CFA alors que 38% d'entre elles ont un bénéfice journalier compris entre 11 000 et 20 000 F CFA, soit un bénéfice mensuel compris entre 286 000 et 520 000 F CFA. Ces montants sont largement au-dessus du SMIG (Salaire Minimum Interprofessionnel) qui est de 75 000 F CFA en Côte d'Ivoire.

Discussion

La croissance des villes africaines s'accompagne de la prolifération de plusieurs activités économiques dont la restauration populaire. Elle répond pour l'essentiel au besoin de ceux qui se nourrissent hors domicile notamment les midis. Au nombre de cette clientèle se singularise les travailleurs des secteurs publics et privés. Ce travail met en lumière cette activité dans la zone industrielle de Yopougon à travers la recherche des déterminants de son expansion en plein milieu d'unités industrielles. Une étude similaire à la nôtre faite par Diouf Made (1981 : 237) ressort que « les installations des restauratrices dans la zone industrielle de Dakar se multiplient sous le contrôle des autorités du port qui délivrent les autorisations » alors que contrairement à la zone industrielle de Yopougon comme le mentionne cette étude, les restauratrices s'incrument subtilement sans l'aval des industriels. A l'instar de (Diouf, *op cit*) qui fait cas « d'une clientèle faite d'ouvriers dans la zone industrielle de Dakar », cette étude ressort également que les principaux clients des restaurants de la zone industrielle de Yopougon sont essentiellement des journaliers (68,6%) et des ouvriers (24,4 %). Ainsi, pour ces deux études, l'une des portes d'entrée de la prolifération de ces restaurants populaires dans les zones industrielles reste la pauvreté de ces nombreux travailleurs. C'est d'ailleurs ce que révèle la radio radars info Burkina dans sa rubrique société de 2019. En effet, elle montre que « les travailleurs mettent en avant leur situation financière précaire comme un des motifs de fréquentation de ces nombreux restaurants implantés à la zone industrielle de Kodigo ». Pour l'auteur de cet article tout comme ce travail, ces espaces gastronomiques sont construits avec des matériaux de récupération et sont installés le long des murs des entreprises. Dans son étude consacrée aux zones industrielles, Alphonse Yapi-Diahou (2000 : 3) abonde dans le même sens que l'auteur sus-mentionné. Il soutient que

« les activités informelles cohabitent avec des établissements manufacturiers où des femmes y proposent des repas confectionnés sur place, en plein air, sous des appentis ou des baraquements établis indifféremment sur les accotements des chaussées, ou sur des terrains en friche ».

Parlant des repas hors domicile, Martin Bruegel (2004 : 183) souligne que « la distance qui sépare le domicile du lieu de travail est un indicateur le plus fiable ». C'est d'ailleurs cet aspect que cette étude met en relief avec l'éloignement des quartiers d'habitations de plus de la moitié des enquêtés qui prennent leur repas de midi sur le lieu de travail. « Si la prise de repas dans les unités industrielles d'Allemagne entre 1890 et 1940 se faisait pour 20 à 40 % d'ouvriers dans les cantines » comme le montre Carl Landolt reprise dans les publications de l'école de Le Play (1893 : 255) ce n'est pas le cas à la zone industrielle de Yopougon où l'on note une quasi inexistence de restaurants collectifs à l'initiative des industriels. Cette thèse est corroborée par Alphonse Yapi-Diahou (*op cit* : 7) qui révèle que « grâce à la restauration populaire, les salariés des usines peuvent déjeuner et donc reproduire leur force de travail, sur des zones industrielles. Car les cantines d'entreprise comme nombre d'autres services prévus par les urbanistes concepteurs des zones industrielles, manquent où s'avèrent insuffisantes : 3 cantines seulement sur la zone industrielle du Banco Nord, où de plus les repas coûtent entre 300 et 1 000 F CFA, contre 150 et 250 F CFA chez les femmes ».

Conclusion

Les zones industrielles, malgré l'encadrement dont elles sont l'objet de la part des pouvoirs publics, sont exposées aux convoitises de certains groupes d'intérêts, notamment les femmes restauratrices. On peut affirmer comme Francis Akindès (1991 : 178) que « dans sa stratégie nourricière, la restauration populaire de type informel s'appuie fortement sur les politiques alimentaires des pouvoirs publics pour réduire la pauvreté urbaine. Ceci se lit à travers le souci d'alléger l'impact des récessions économiques sur les pauvres des villes en mettant à leur disposition de la nourriture moins chère.

Bien qu'elle ait proliféré indépendamment de toute action des pouvoirs publics, la restauration populaire de type informel tient une place

importante dans les stratégies alimentaires urbaines en général et en particulier dans les zones industrielles. Par ces périodes de flambée de prix des produits de première nécessité en Côte d'Ivoire, caractérisée par la baisse du pouvoir d'achat des travailleurs et leur bas salaire dans les entreprises, la restauration populaire peut être comptée au nombre des initiatives volontaristes dont la survie est plus que nécessaire en raison de la place capitale tenue dans le système socioéconomique ». En attendant l'adoption d'autres alternatives plus formelles, adaptées à la bourse des travailleurs et au regard l'insuffisance des cantines collectives, la restauration populaire dans la zone industrielle de Yopougon reste pour l'instant la seule option pour la majorité des ouvriers et journaliers.

Références bibliographiques

Alphonse Yapi-Diahou (2000), « Manipulations foncières sur les zones industrielles dans les villes africaines », Bulletin de l'APAD [En ligne], 19 | 2000, mis en ligne le 12 juillet 2006, consulté le 07 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/apad/427> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/apad.427>.

Berton-Ofouémé, Yolande, (2020), « La cuisine urbaine à Brazzaville (république du Congo) » In : *Manger en ville : Regards socio-anthropologiques d'Afrique, d'Amérique latine et d'Asie* [en ligne]. Versailles : Éditions Quæ, (généré le 12 avril 2021). Disponible sur Internet : <<http://books.openedition.org/quaer/33072>>. ISBN : 9782759233908.

Colette Canet (1997), « L'alimentation de rue en Afrique », *Revue «Aliments dans les Villes»*, collection d'ouvrages- vol. 2, 12 p.

Diouf Made B. (1981), « Les restauratrices de la zone industrielle de Dakar, ou La guerre des marmites ». In: *Cahiers d'études africaines*, vol. 21, n°81-83, *Villes africaines au microscope*. pp. 237-250.

Francis Akindès (1991), « Restauration populaire et sécurité alimentaire à Abidjan », *Cah. Sci. Hum.* 27 (I-2) 7997 : p 169-179.

Hervé A. Kombieni (2020), « La restauration populaire : un exemple d'activités économiques informelles dans l'arrondissement de Hevie (Commune d'Abomey Calavi) », p101-123, <https://revues.acaref.net/wp->

content/uploads/sites/3/2020/11/Herv%C3%A9-A.-KOMBIENI-TAP.pdf, consulté le 30/12/2023.

OpenEdition Journals (2002), « L'alimentation au travail » *In Consommations et Sociétés n° 2, cahiers pluridisciplinaires sur la consommation et l'interculturel*. 190 p., dirigé par A. Monjaret CERLIS (CNRS - Paris 5), <https://journals.openedition.org/faceaface/529>, consulté le 31/12/2023.

Le Play (1893), « Les ouvriers des deux mondes », Paris, Firmin-Didot, 2 e sér., t. 4, p. 254-272.

Martin Bruegel (2004), « Le repas à l'usine : industrialisation, nutrition et alimentation populaire », *Revue d'histoire moderne et contemporaine, Edition Belin n° 51-3, pp 183 à 198*.

Office National de la Population (ONP) (2015), « Politique nationale de la population », 41 p.

Radars Info Burkina (2019), *Zone industrielle de Kossodo : ces restaurants à ciel ouvert qui foulent aux pieds les règles d'hygiène*.

Liliana Martínez-Lomelí (2020), « Manger dehors » dans les villes de Mexico et de Guadalajara : de quelques tensions entre les dimensions sanitaires et patrimoniales au Mexique » *In : Manger en ville : regards socioanthropologiques d'Afrique, d'Amérique latine et d'Asie*. Versailles, éditions Quæ, p 57-69. DOI : 10.35690/978-2-7592-3091-4.